Plateforme 2 : juste milieu… ou centre mou ?

La P2 se revendique à juste titre comme le centre du parti. Mais le centre peut-il éviter le « centrisme », dans le sens d'une oscillation entre deux pôles politiques contradictoires et par là même d'une confusion politique ?

Regroupant un secteur de la direction sortante (ex-PX) et un secteur d'un courant d'opposition (ex-PY), la P2 prétend dépasser les clivages cristallisés depuis le dernier congrès au moins. D'une part, la P2 s'oppose au cours de plus en plus sectaire du courant A&R désormais allié au CCR. D'autre part, elle s'oppose à la P1 avant tout sur le refus de la ligne martelée par celle-ci depuis deux ans, que résument les formulations « opposition de gauche » et « gouvernement anti-austérité ». Il est tout à fait juste que ces formules, déclinées à toutes les sauces dans les tracts, les affiches, les éditoriaux et les discours médiatiques de l'ex-majorité, ont concentré une politique de suivisme à l'égard du Front de gauche, paralysant la politique propre du NPA et pouvant aller jusqu'à des accords électoraux aux municipales. C'est un acquis qu'on ne saurait négliger pour l'avenir du parti et qui interdit de mettre la P2 sur le même plan que la P1.

Mais, sur des questions concrètes, on ne sait pas bien quelle politique propose la P2. Tout d'abord, nous attendons toujours le bilan du secteur de la P2 qui faisait partie de l'équipe de direction depuis le début du NPA et qui porte donc sa part de responsabilité dans les fautes commises et l'état actuel du parti.

De plus, sur le front unique, si nous pouvons nous réjouir du texte même de la P2, c'est tout autre chose dans la pratique ! Les camarades écrivent d'une part qu'il est hors de question de faire des accords programmatiques avec le FdG, mais revendiquent d'autre part que le NPA ait signé des appels comme celui de la manifestation du 15/11, dit « 3A », qui portait pourtant une orientation anti-libérale typique — non pas des revendications précises, mais l'idée d'une alternative par la relance. Les camarades affirment qu'il s'agit seulement d'une question tactique, que le but en signant de tels textes serait de mobiliser des secteurs du mouvement ouvrier, voire de jouer finement sur leurs contradictions internes… Mais en fait, ces secteurs ne se mobilisent ni plus ni moins parce qu'ils voient la signature du NPA sur de tels textes ! Par contre, signer ces textes, c'est cautionner une politique portée par les réformistes au lieu de leur opposer une ligne révolutionnaire. Pour nous, au contraire, l'unité d'action ne peut se faire que sur la base de revendications précises, sans ambiguïté programmatique.

De même, sur le plan électoral, au lieu de dire clairement, comme nous l'avons proposé, que le NPA refuserait tout accord avec le Front de gauche et n'irait donc pas perdre son temps à discuter des élections avec lui, la P2 ne sait pas parler d'une même voix, alors que c'était là le premier test de sa cohérence. Si nous nous réjouissons vivement que les camarades soutiennent la motion A que nous avons élaborée ensemble, force est de constater que certain-e-s se contredisent et sèment de la

confusion en soutenant en même temps la motion B qui veut nous faire discuter d'alternative politique avec le FdG… tout en disant que c'est impossible d'aboutir.

On retrouve l'ambiguïté sur la question centrale du programme révolutionnaire. Ainsi la P2 revendique-t-elle la démarche transitoire, l'objectif d'un « gouvernement anticapitaliste », mais selon elle il reviendrait aux travailleurs/ses de tirer cette conclusion des revendications dites « transitoires » que le parti défend. En fait, cela revient à ne pas défendre publiquement la perspective du pouvoir des travailleurs/ses, encore moins celle du communisme – et, en pratique, à mettre en avant surtout des « mesures d'urgence » sans perspective politique révolutionnaire… en large continuité avec la politique pourtant illisible du NPA depuis ses débuts !

De même, sur l'Union européenne, la P2 se contente de formules floues qui ne peuvent cacher le désaccord existant entre les deux courants de la P2 : l'un a pu défendre avec nous au CPN de mai une motion pour la rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'UE, l'autre pense au contraire que toute idée de rupture serait en soi porteuse d'un repli nationaliste et présente même l'euro comme « progressiste » !

De même encore, sur le féminisme, les deux courants de la P2 défendent des positions opposées. Or, sur l'ensemble de ces questions extrêmement importante, il est à la fois indispensable de proposer une politique claire et peu responsable de ne même pas formuler les divergences (comme cela était parfaitement possible par des fenêtres alternatives) car cela sacrifie la clarté des positions et des débats à un accord au sommet dont le parti n'a que trop souffert.

Plateforme 5, le 7 janvier 2015